

Plateforme commune de la liste intersyndicale

CGT-FERC – SNESUP-FSU – SUD-EDUCATION

Résistons

- 1) D'une façon générale, nous userons de toute notre influence pour empêcher que la présidence de l'université ne devienne le ou la représentant-e du ministère au sein de l'université. Pour cela, nous exigerons que les positions politiques prises par la Présidence et les Conseils soient claires et rendues publiques (exemples : Parcoursup, droits d'inscription pour les étudiantes et les étudiants étrangers, LPPR)
- 2) Les votes du Comité Technique devront être suivis par le CA. Le CT devra être considéré comme un Conseil décisionnaire au même titre que les autres.
- 3) Nous lutterons contre tous les cas de dysfonctionnement au travail, de comportements s'apparentant à du harcèlement moral et/ou sexuel et de discrimination quelle qu'elle soit. Et ce afin de protéger les personnels des atteintes à la santé physique, mentale, psychique et sociale.
- 4) Nous lutterons pour qu'une politique déterminée et volontariste de lutte contre les violences sexistes et sexuelles soit mise en place à Paris 8 et pour que cette question devienne une véritable priorité, que les victimes, qu'elles soient étudiant·es ou membres du personnels, soient accompagnées et protégées et que les personnes responsables des violences soient sanctionnées.
- 5) Nous lutterons contre la précarité : pour une véritable information aux droits sociaux, pour la titularisation des contractuel·les et contre les retards de paiement et les pratiques abusives ou illégales dont sont victimes contractuel·les et vacataires, nous exigerons que les promesses faites depuis des années et en particulier par la présidence sortante sur l'amélioration des conditions de travail de ces personnels soient enfin mises en œuvre.
- 6) Nous nous donnons comme objectif l'arrêt de la sous-traitance : il faut que les personnels de nettoyage et de gardiennage puissent être réintégrés dans le personnel Paris 8.
- 7) Nous exigerons une transparence générale sur la gouvernance de notre université. Exemple : le bilan social publié sur le site de l'université présente des données anciennes de cinq ans et ne répond pas aux exigences légales désormais en vigueur... ; nous exigerons la transparence et la publicité de toutes les primes.
- 8) Nous veillerons à ce que soit conservée l'égalité dans les services et les responsabilités entre les MCF et les PU sur la base des 192 heures équivalent TD réglementaires.
- 9) Le métier des enseignant·es-chercheur·es est double : l'enseignement et la recherche. Les tâches administratives de plus en plus lourdes assurées par les collègues devront faire l'objet de compensation en décharges, la bataille du temps ne doit pas rester un vain mot.

10) Concernant la recherche : nous devons, à l'interne, réduire la part des crédits accordés sur appels à projet au profit des crédits pérennes.

11) Concernant la campagne d'emploi : nous exigeons la suppression du COPIL, la réduction des critères à 3 et la mise en place de navettes entre le CAC et les services ou formations en cas d'avis défavorables.

12) Nous exigeons un retour à l'information des numéros de poste afin que chaque service ou formation puisse avoir une maîtrise effective du suivi des emplois et établissement d'un historique pour les dix dernières années des postes par service et formation.

13) Les droits d'inscription pour les étudiant-es extra-communautaires devront demeurer identiques à ceux des étudiant-es de l'Union Européenne.

14) Tous les syndicats étudiants devront avoir un même accès à la liste de diffusion étudiante.

15) La Direction de la maison des étudiant-es sera collégiale et assurée par un conseil où siégeront des représentant-es des personnels et des étudiant-es.

16) Nous défendrons le principe d'un plan pluri-annuel de rénovation des locaux ; avec des visites contractuelle entre les services et les représentants du CT-CHSCT tous les six mois impliquant une hiérarchisation des priorités et assurant le suivi des travaux programmés.

17) Nous appuierons toute construction de système de gouvernance de notre université basé sur la compétence et qui respectera la démocratie et la transparence, en refusant le système de cooptation qui entraîne l'inflation de vice-présidences et de charges de mission trop souvent conçues comme des récompenses pour bons et loyaux services.

18) Nous sommes partisans d'un CA comportant 6 sièges de BIATOSS comme la loi le permet, et non 4 comme les présidences passées et actuelle de Paris 8 l'ont imposé.

Résistons.

Intersyndicale de lutte de Paris 8



Pour nous rejoindre, lire nos informations un site : <https://resistons.up8.edu/>